

## **Le Tribunal Russell sur la Palestine attaque les financiers et l'industrie de la sécurité et de guerre**

Deuxième journée de cette deuxième session du TRP consacré à la complicité des entreprises dans la perpétuation de crimes de guerre et crimes contre l'humanité par Israël en territoire palestiniens occupés : la cible a été les banques et l'industrie de l'armement.

### **Les banques : un marché entièrement dépendant d'Israël**

Le premier thème, celui des services financiers, a été détaillé par Merav Amir (Israël) du Centre de recherche « Who Profits from the Occupation » de la Coalition des Femmes pour la Paix. Elle analysa la liaison étroite entre l'économie israélienne et l'économie de l'occupation. Il faut souligner qu'il y a près de 600.000 colons soit 10 % de la société israélienne. Il s'agit d'un mécanisme idéologique fort et soutenu par le système financier. Il y a 5 groupes bancaires majeurs et 2 plus petit. Les 5 premiers sont des entreprises publiques, ayant des activités en Europe, aux USA et soutenues par des institutions financières dans le monde. Ces groupes ont des succursales dans les colonies et offrent des services aux colons. Elles sont aussi des propriétés de la banque qui verse alors des impôts aux collectivités locales. On y fournit des crédits immobiliers pour acheter et construire dans colonies, ainsi que le démontrent de nombreuses publicités. Ces banques craignent d'ailleurs plus le boycott interne qu'externe. On y finance de grands projets de construction, les banques deviennent alors partenaires de ces projets immobiliers. On soutient les municipalités des colonies par des prêts et services bancaires divers. Des prêts sont accordés aux entreprises, y compris celles qui construisent le Mur et celles qui sont étroitement liées à l'occupation et d'autres qui ne travaillent que dans les colonies. Tout le système financier palestinien est exploité par les Israéliens : il n'y a pas de devises palestiniennes, tout se fait en devises étrangères, le marché palestinien est captif, dépendant entièrement du marché israélien, tout se fait en shekel. Les banques palestiniennes doivent donc passer par les banques israéliennes pour fonctionner et pour cela elles doivent verser des commissions et des garanties très élevées. Le shekel est donc une devise très chère pour les banques palestiniennes. Le marché Israélien est très centralisé et contrôlé par 10 familles pour les banques importantes et 20 pour les autres, tout est donc concentré entre mains de quelques individus.

### **Le cas Dexia**

Mario Franssen (Intal - Belgique) présente le cas Dexia, une banque belge spécialisée dans le service aux institutions publiques mais aussi dans le détail, parfaitement consciente de son action dans les colonies. Elle contrôle 2/3 de la banque israélienne Otzar Hashilton Hamekomi depuis 10 ans déjà. Il y a eu une plainte de colons contre Dexia Israël pour discrimination (!) . Dexia a argumenté en énumérant son financement de 10 colonies entre 2003 et 2005 ! Et le financement controversé à Jérusalem Est... avec déclaration que Jérusalem-Est n'existe pas. Lors de la crise financière, Dexia a été aidée par les pouvoirs publics. Le conseil d'administration, interpellé par l'opinion publique, prétend avoir changé de politique or, il est prouvé que Dexia n'a pas arrêté de jouer un rôle majeur dans des prêts immobiliers dans des colonies et qu'elle offre encore et toujours des services financiers à des colonies au-delà la ligne verte. Dexia prétend réduire ce type de prêts mais il apparaît là aussi que c'est faux. Il semble aussi que Dexia fonde sur des bases ethniques certains prêts. Dexia est un groupe privé mais ses actionnaires principaux sont publics : la Caisse de dépôts et consignation est un groupe financier lié au gouvernement français et la holding communale belge... donc qui joue avec l'argent du contribuable belge. Et Mario Franssen de citer les nombreuses colonies où Dexia est actif.

## **Des fonds de pension peu éthiques**

Saskia Muller (Pays-Bas) détailla les activités de PFZW, numéro2 des fonds de pension hollandais assurant les retraites de 2,2 millions de personnes ! Son actif : 80 milliards d'euros. Ce fonds assure aussi les retraites du plus gros syndicat hollandais. PFZW a annoncé avoir changé ses investissements, mais compte toujours parmi ceux-ci 14 sociétés qui profitent de l'occupation par des usines et agences dans les colonies. On y trouve par exemple Unilever qui envisage de vendre ou de transférer une usine vers le territoire israélien, une chaîne de supermarchés avec magasins dans les colonies, Caterpillar, Hewlett Packard avec un système contrôle biométrique, une société allemande de ciment qui exploite une carrière dans les territoires occupés et donc une ressource non renouvelable. Fondement juridique des critiques contre ce fonds de pension est notamment la Dutch Wet Internationale Misdrijven (Law on international crimes) qui contraint les sociétés hollandaises en plus des autres obligations légales internationales déjà citées par lors du TRP de Barcelone. Ainsi, une société qui fournit des grues pour la construction du mur est poursuivie. On attend les résultats.

Averti par le tribunal, PFZW a réagi dans une lettre lue au public: concernant les 14 sociétés israéliennes, les parts sont vendues cette année. Est-ce un triomphe de la société civile ? Le Fonds explique plutôt qu'Israël n'est plus un marché émergent car il se trouve dans l'OCDE, il s'agit donc d'un marché avancé ! En ce qui concerne les sociétés non israéliennes actives dans colonies, le fonds entend dialoguer avec elles afin de les pousser à se retirer des territoires occupés. Le Fonds parle de politique d'investissement responsable en excluant des sociétés fabricant des armes de destruction massive, mais il préfère d'abord le dialogue avant l'exclusion. Et il affirme son respect droit humain et droit du travail. La bataille est loin d'être gagnée : il reste encore 600 fonds de pension aux Pays-Bas...

Terry Crawford Brown se présente comme ancien banquier sud africain de Cape Town et révolutionnaire la nuit ! Il est souvent en Palestine pour le Conseil mondial des Eglises. Il explique un exemple de pression sur le système bancaire américain afin de faire pression sur le régime d'apartheid des années 80-90. Maintenant, selon lui, le point de pression est en Suisse et en Belgique avec Swift où Israël est enregistré comme pays de domicile de banques israéliennes. S'il n'y a plus d'accès à la communauté financière internationale par le système Swift, les finances israéliennes s'effondreraient. Or, les banques sont de plus en plus sensibles aux critères moraux. Swift pourrait exclure toutes transactions aboutissant à des comptes israéliens ce qui aurait une répercussion immédiate sur l'élite politique israélienne.

## **Des armes performantes testées sur des Palestiniens et des Libanais...**

John Hilary (UK) de l'ONG War on Want est partenaire de « Stop the Wall », mais les Palestiniens de cette association ont été empêchés de venir témoigner au TRP. Il a brossé le panorama de l'industrie militaire israélienne, ce pays qui est un des plus militarisés au monde a consacré 13 milliards et demi dollars dépenses militaires en 2009 ! 7% du PNB est consacré au secteur militaire. Et c'est la seule nation de la région à posséder son propre arsenal nucléaire. War on Want appelle à l'embargo dans les deux sens pour les armes entrant et sortant d'Israël. Le pays a vendu des armes pour 6 milliards de dollars en 2009. De très grandes entreprises privées et publiques occupent des secteurs de pointe dans l'armement : Elbit Systems, Rafael Advanced Defense Systems, Israel Military Industries et Israel Aerospace Industries. Ainsi, les drones sont utilisés dans de plus en plus de conflits dans le monde et causent de nombreuses victimes civiles. Le ratio de cibles collatérales est de 1 sur 10, donc on tue dix civils en ciblant une ! Cette arme cruelle a été utilisée à Gaza, au Liban en 2006. Or,

l'armée britannique a conclu un contrat de plus d'1 milliard de dollars pour développer des drones de nouvelle génération, dont les moteurs seront construits par la filiale britannique de Elbit. Les drones français seront équipés par Rafael. Divers pays du monde ont passé commande de drones à Elbit. Un nouveau projet européen implique plusieurs entreprises dont des israéliennes pour de nouveaux drones... financés par le contribuable européen. Il y a aussi les importations d'armes par Israël, l'Europe en vend pour des milliards de dollars. Les compagnies américaines ont les contrats les plus juteux avec Israël. Ainsi, Lockheed Martin et ses livraisons de F16 et du nouvel avion de chasse F35! Et Israël reçoit une aide militaire pour acquérir cela ! Il y a aussi le marché des services de sécurité et de surveillance : le métro londonien a acheté une technologie de surveillance appliquée en Israël. Il y a donc diverses complicités d'entreprises, plus ou moins silencieuses, plus ou moins directes des crimes contre les droits humains. Dans le cas des armes, il s'agit bien entendu de complicité directe à la commission de crimes de guerre. Mais il y a aussi une complicité « commercialisée » d'entreprises se vantant d'avoir vendu des armes ayant servi au Liban ou à Gaza. Boeing se vante que son matériel a été testé sur des civils palestiniens et libanais !

### **La politique du bulldozer**

Maria LaHood (USA), juriste, est intervenue sur Caterpillar et l'utilisation de ses équipements dans les pratiques militaires israéliennes. Les démolitions sont condamnées depuis 1981 par des organisations des droits de l'Homme mais l'entreprise a continué à vendre ses bulldozers. Des dizaines de milliers de maisons palestiniennes ont ainsi été démolies par ces bulldozers ultra puissants, des familles sont expulsées, blessées et même tuées lors de ces démolitions faites parfois sans prévenir les habitants, sans laisser le temps aux gens de s'enfuir. Et de citer le cas de Rachel Corrie, ensevelie par un bulldozer qui lui est passé deux fois dessus. Il y a eu un procès aux USA contre Caterpillar pour crimes et tortures et pendant ce temps Israël passait commande de nouvelles machines avec l'approbation du gouvernement US, la justice a rejeté le cas estimant que la société n'était pas responsable de la vente de ses produits et qu'il s'agit d'une interférence dans les affaires de l'Etat. La Cour suprême a refusé d'examiner ce dossier. Ensuite, le rapport Goldstone a constaté que, en plus de maisons, des installations agricoles ont été détruites par ces bulldozers.

Josh Ruebner (USA) directeur de la Campagne pour mettre fin à l'occupation israélienne (plus de 325 groupes), travaille à changer la politique américaine afin qu'elle protège les droits humains et notamment ceux des Palestiniens et milite pour la fin de l'aide militaire à Israël et le boycott de Caterpillar. Il constate que la moitié des morts palestiniens le sont par de petites armes, par des balles fournies avec la complicité du gouvernement américain. La prochaine soumission de budget par Obama au Congrès comporte 3,75 millions de dollars d'aide militaire à Israël. Un niveau record ! Le Département d'Etat approuve chaque contrat, chaque vente et le Pentagone met en œuvre le transfert de ces armes. Il y a pourtant de nombreuses possibilités d'arrêter ces transferts si ces institutions voulaient se mettre en conformité avec le droit international mais aussi le droit interne américain ! En effet, la loi sur l'exportation des armes la prévoit seulement pour raison de sécurité interne ou autodéfense légitime ! Et pourtant la majorité des Palestiniens décédés ont été atteints par des armes dues à l'aide américaine. L'orateur constate l'opacité des transferts d'équipements et d'armements. Ainsi, on ne connaît pas le chiffre exact de bulldozers transférés vers Israël. Caterpillar annonçait récemment la suspension de livraison de 19 bulldozers mais on ne connaît pas la version exacte de l'événement car chaque intervenant officiel a la sienne. Il revient à la société civile américaine d'intensifier ses campagnes pour mettre fin à la complicité américaine avec Israël. Il

suggère que le TRP écrive à Obama et à Hillary Clinton afin que respectent la loi sur l'exportation des armes. Des membres du Congrès ont le pouvoir de soumettre des amendements à ce budget et le sous-comité du Sénat examine le budget de l'aide étrangère dans le détail. Il faut persuader le citoyen américain que ces montants énormes de milliards de dollars pourraient être consacrés au développement national américain pour une meilleure justice sociale.

### **G4S passé au scanner**

Merav Amir et Dalit Baum (Israël) se sont penchées sur le cas de l'entreprise de sécurité privée G4S. En 2002 elle a racheté Hashmira qui opérait dans les territoires occupés et assurait surtout la sécurité des colons. A l'époque G4S était entièrement danoise puis avec une participation britannique et enfin, elle est devenue la plus grande compagnie internationale de sécurité avec sa filiale israélienne totalement contrôlée par l'entreprise européenne. C'est son avocat en chef qui est devenu directeur de la branche israélienne. The Guardian a dénoncé ces services fournis aux colonies et G4S a répondu que les opérations d'Hashmira ne sont pas en contravention avec le droit international, mais que cela ne la dégage pas de toute responsabilité et G4S a décidé de quitter la Cisjordanie. Lorsqu'il y a eu privatisation des postes de contrôles en 2004-2006, Hashmira n'a pas présenté de soumission pour ces postes. Mais les recherches ont montré un scanner dans un check point de Qalandia fourni par Hashmira et sa division technologie. D'autres scanners de corps (Safe View) et de bagages sont aussi fournis par Hashmira et une société américaine et équipent les postes de contrôle du mur, et ceux de Jérusalem se situent en territoires occupés, ainsi que le commissariat en secteur E1 très controversé entre Jérusalem et Ma'ale Adumim, une zone essentielle pour empêcher la création d'un Etat palestinien. Dans ses brochures publicitaires, cette entreprise se vante d'installer des systèmes de sécurité dans des prisons situées au-delà de la ligne verte, où l'on trouve des prisonniers politiques palestiniens, où l'on sait que les détenus ne bénéficient d'aucuns droits, ainsi que des femmes et des mineurs d'âge. Avec interdiction d'accès aux avocats palestiniens... La seule défense est assurée par des Israéliens. Des prisonniers restent parfois des années sans jugement et sans défense. La compagnie fournit les équipements de sécurité et de contrôle. Elle le fait également dans des supermarchés situés dans des colonies du « grand Jérusalem ». Il s'agit donc de complicité avec crimes en violation du droit international et humanitaire.

Une lettre envoyée par le groupe G4S explique que le processus de paix est à un tournant délicat et que le TRP l'entraverait et donc le groupe ne veut pas participer à ce tribunal. Les deux oratrices demandent donc que TRP se penche sur la situation des prisonniers politiques en Israël.

### **Le système Elbit Systems**

L'entreprise Elbit Systems a été mise en accusation par Shir Ever (Israël) et Jamal Juma'a (Palestine) de Stop the Wall, qui n'a pas eu le droit de sortir du pays. Shir Ever travaille à l'Alternative Commission Center à Jérusalem. Elbit system est une société privée d'armement qui publie beaucoup d'informations sur ses activités. Fondée en 1967, lorsqu'Israël a commencé à investir dans les industries militaires, Elbit a bien prospéré avec ces gouvernements. Entre 2001 et 2005, chaque année elle récolte un milliard de dollars, mais ses bénéfices se montent à 1/10% soit un million de dollars ce qui est très faible par rapport aux recettes. Ses actionnaires ont reçu 30 % du capital ! Cette société en plein essor agit comme un empire, elle achète ses concurrents pour acquérir un monopole. Ses filiales aux Etats-Unis aident Elbit à jouir de l'aide militaire qu'accordent les USA à Israël. Elle a des filiales en Europe comme Utax en UK pour les nouveaux drones. Elle compte en tout

6430 employés. L'Europe est un marché central pour Elbit avec 10 à 12 % de ses ventes en 2005 et cela a augmenté. En 2010, elle a connu une réduction de 17 %. Elbit travaille avec l'armée israélienne et avec les soldats eux-mêmes qu'elle recrute dans la société avant qu'ils terminent leur service militaire. Ce qui lui donne un bon accès à la vente des équipements à l'armée israélienne et une bonne ligne de marketing pour vendre les produits ailleurs ! Ainsi la Bande de Gaza a été un bon laboratoire d'essais pour ses produits. Ajoutons les bons rapports avec des universités israéliennes qui étudient la technologie d'électro-optique utilisée dans les armements de pointe. Weizman Institute a créé une unité spéciale pour former les futurs soldats aux nouvelles technologies : des simulateurs pour avions chasseurs F16, des casques qui permettent de mieux voir la cible, F35, avions furtifs, des dispositifs pour mieux voir dans les tourelles de chars utilisés contre population, certaines technologies sont vendues aux pays européens ! Elbit est discret sur ses clients européens. L'entreprise vend ses produits avec un contrat de 5 ans pour l'entretien et le renouvellement après. Car les technologies se renouvellent rapidement avec des êtres humains comme animaux de laboratoire pour les tester. Ainsi l'avion Hermès 1500 peut porter une charge de missiles plus de 24 h. C'est donc une arme de destruction massive qui devrait être soumise à contrôle particulier de la part de la communauté internationale. Pour la sécurité intérieure, Elbit assure le contrôle des ports, aéroports, et frontières. Il y a des drones utilisés par militaires mais aussi par police. Bref, c'est une industrie qui profite bien de la guerre. Ses bénéfices ont augmenté de 35 % en pleine crise économique occidentale. Sa production est basée sur la guerre et ses effets sur les êtres vivants.

Ainsi, les chars, les drones sont des armes de plus en plus précises mais les victimes civiles sont de plus en plus importantes, que ce soit à Gaza, au Liban et ailleurs dans les territoires occupés. Exemple : la première journée de l'attaque à Gaza où cent policiers ont été tués en quelques minutes par les drones lors d'une cérémonie d'investiture.

Cependant, quand le Mur de séparation a été déclaré illégal, on a vu une action de cessation d'Elbit par des fonds de retraite norvégiens qui ne voulaient pas être impliqués dans une société ayant des activités criminelles. La Deutsche Bank a aussi décidé de céder ses actifs pour des raisons commerciales à cause de l'opposition d'organisations de plus en plus nombreuses. Et pas pour des raisons morales.

### **Que peut faire la Justice ? Quelle résistance pacifique ?**

Paul Troop (UK), avocat au barreau, a décrypté les récentes affaires judiciaires concernant les entreprises industrielles d'armement britanniques EDO ITT et Raytheon. Il a assuré la défense d'activistes ayant causé des dommages à ces entreprises. Ainsi, lors de l'attaque contre Gaza, deux actions ont eu lieu en deux endroits différents : l'une en Irlande du nord contre Raytheon, des femmes ont essayé de pénétrer dans le site et d'y causer des dommages afin d'empêcher l'aide à l'armée israélienne, elles ont été accusées de cambriolage ; l'autre visait Edo ITT en Angleterre, filiale de l'énorme ITT corporation USA. Des militants ont pénétré la nuit dans la société et ont causé beaucoup de dégâts avant d'être interpellés. Leur objectif : empêcher les crimes de guerre à Gaza. Les individus ont été déférés devant la justice, au pénal. La police n'a pas voulu examiner les raisons à savoir les agissements criminels de ces entreprises. Et en Grande Bretagne, beaucoup estiment que les échanges commerciaux sont une bonne chose. Aux USA et en Irlande, Raytheon est un centre de logiciels, on peut appeler n'importe quelle filiale dans le monde pour aide informatique. Certains activistes ont endommagé les serveurs ce qui a entravé leurs activités dans le monde.

Depuis Raytheon n'est plus en Irlande.

Que prévoit la loi britannique ? Les activistes ont démontré au tribunal qu'ils avaient fait campagne pacifiquement, informé leurs élus, déposé plaintes auprès de la police. Bref, ils avaient utilisé toutes les voies possibles non violentes et donc ont été acculés à des actions plus fermes. La justice en a tenu compte.

Qu'en est-il du mandat d'arrêt en rapport avec la responsabilité d'entreprises en cas de crimes de guerre ? Les gens travaillant pour ces entreprises ont-ils un comportement criminel ? Lorsqu'un Israélien vient en Grande Bretagne, on ne peut le poursuivre que pour crimes et délits bien précis. Si la compagnie est basée en Grande Bretagne, c'est plus facile en rapport avec le droit international et le droit humanitaire. Poursuivre quelqu'un dans une entreprise, c'est accumuler des preuves et des faits qui prouvent l'assistance à des crimes de guerre. On pourrait demander au procureur d'enquêter et de lancer des poursuites. Il a une grande marge de manœuvre. Par contre un individu peut poursuivre mais son action serait fort limitée.

Un militant raconte ensuite comment il est entré dans usine d'Edo ITT à Brighton, a été arrêté, est passé en justice et a été acquitté. La firme fabrique des unités d'éjection de l'arme du porte bombe, et le produit est destiné à Israël. Une campagne est lancée auprès du service des douanes pour exportation illégale de la part d'Edo. Le militant demande au TRP d'appuyer cette plainte.

### **Cette Europe qui finance Israël**

Quant à Ben Hayes (UK) il a expliqué les subventions européennes à l'industrie de la sécurité israélienne. L'accord de coopération avec l'Europe date des 1995 et l'Europe est le deuxième financier d'Israël qui est aussi très présent dans le domaine de la sécurité. Ce pays a été introduit dans les 7 programmes cadre de la recherche, y compris sécuritaire. Il s'agit de développer de nouvelles technologies visant à prévenir le crime, le terrorisme, l'immigration... et développer une industrie concurrentielle de défense et de sécurité du territoire! Qui en profite ? Les entreprises de vidéovigilance dans les aéroport européens, la technologie de surveillance dans les centres de commande et de contrôles européens pour la gestion de crise, 20 millions d'euros pour des drones et robots de combat pour Polonais pour empêcher entrée sur territoire européen... et le long des côtes et terres européennes. L'industrie israélienne participe dans 50 programmes de recherches européens différents logistique, transport, militaire, sécurité, académie contre terrorisme, projet communautaire contre développement du terrorisme radical, etc... Pour cela Israël reçoit énormément de financements européens ! On constate le silence et l'impuissance des responsables européens ! Il faut démontrer que l'Europe finance la sécurité israélienne.

Il revint au président du tribunal, Stéphane Hessel, de clôturer la session : « nous avons reçu de diverses entreprises trois réponses : PFZW de Hollande, Veolia, Group 4 Security. Nous avons aussi reçu une lettre du président de la Commission européenne qui réaffirme le droit humanitaire et le droit international, la Palestine dans ses frontières de 67, avec Jérusalem comme capitale, il se dit opposé à colonisation, et nous souhaite bonne chance pour poursuite du tribunal. Des entreprises mises en cause ont été invitées à présenter leur défense ou leurs arguments. Personne n'a répondu à part les trois précités. C'est regrettable. L'immense besoin d'Israël pour sa sécurité à la lumière des siècles passé est un élément dont il faut tenir compte. Cependant au cours des deux journées du Tribunal, on a bien vu la complicité de sociétés mais il sera difficile de distinguer ce qui relève des

sociétés (banques, financières) et ce qui relève du gouvernement israélien et de son armée mais aussi des Etats qui appuient ces sociétés qui sont souvent les moteurs de leurs actions. Les membres du jury gardent leur totale indépendance d'esprit et la synthèse de cela sera faite.

Il y a des progrès, des amorces qui n'ont de chance de devenir des réalités, de vrais progrès pour la protection du peuple palestinien et son accession à un Etat que si chacun d'entre nous utilise son énergie pour aller là où il y a de l'espoir, notamment en soutenant BDS, reconnu comme légitime au plan international et qu'aucun gouvernement ne devrait considérer comme une quelconque discrimination. Nous ne sommes pas antisémites, nous sommes pour que les Palestiniens aient un peuple et que les moyens pour y arriver soient examinés par le tribunal Russell dans la continuation de l'action de Bertrand Russell et de Ken Coates qui nous a quitté il y a peu.

Que chacun nous aide à aller de l'avant. »

Pierre Galand annonça la prochaine session du TRP en Afrique du sud sur le crime d'apartheid.

Ensuite, le jury s'est retiré pour délibérer.